



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Décision de la Mission régionale d'autorité environnementale
après examen au cas par cas relative à
la modification n°3 du plan local d'urbanisme (PLU)
de la commune d'Amplepuis (69)**

Décision n°2019-ARA-KKU-01402

Décision du 15 mai 2019

Décision du 15 mai 2019
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 modifié portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision du 2 mai 2018 de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 sus-cité ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2019-ARA-KKU-01402, présentée le 15 mars 2019 par la commune d'Amplepuis, relative à la modification n°3 de son plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires du Rhône du 11 avril 2019 ;

L'agence régionale de santé ayant été consultée en date du 19 mars 2019 ;

Considérant la nature du projet de modification, qui porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une partie d'une zone 2AU par transformation en zone 1AUI, la modification d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) sur ce même secteur et la modification de quelques points du règlement ;

Considérant que la zone 2AU concernée n'intersecte pas de protection réglementaire ni de zonage d'inventaire appelant à la vigilance du point de vue de l'environnement ; qu'une partie significative du secteur actuellement boisé contenu dans la zone 2AU n'est pas ouverte à l'urbanisation et est transformée en zone naturelle N ;

Considérant, en termes de maîtrise des déplacements, que le secteur ouvert à l'urbanisation jouxte la gare d'Amplepuis ; que le projet est coordonné avec la modification de l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du quartier de la gare au sein duquel le projet de modification prévoit de l'englober ; que cette OAP modifiée vise à accorder une part plus importante aux facteurs favorables à l'intermodalité ;

Considérant, en termes de gestion économe de l'espace, que :

- le dossier de demande contient une analyse de l'occupation des zones d'activités existantes (zonages UI, Uia, 1AUI et 1AUIc dans le document d'urbanisme en vigueur) de laquelle il ressort que le projet d'ouverture à l'urbanisation ne vient pas en concurrence des zones d'activités existantes dans le secteur du bourg ;
- une partie du tènement correspond à un ensemble de logements sociaux qui ont été démolis ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification n°3 du PLU d'Amplepuis n'est pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

En application des dispositions du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet de modification n°3 du PLU de la commune d'Amplepuis, objet de la demande n°2019-ARA-KKU-01402, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce projet de document d'urbanisme, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification du PLU est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision devra être jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-Alpes,
par délégation,



Pascale HUMBERT

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

La décision soumettant à évaluation environnementale au titre de l'examen au cas par cas peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Monsieur le Président de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes - siège de Clermont-Ferrand
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

- Recours contentieux

Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand
6 cours Sablon
CS 90129
63033 Clermont-Ferrand cedex 1